

# CANCER DU SEIN COUVREZ CETTE CONTROVERSE QUE L'ON NE SAURAIT VOIR

Le dépistage organisé (DO) reste, pour la décennie, au cœur de la stratégie de lutte contre le cancer du sein. L'Institut national du cancer, agence gouvernementale dédiée et tenue à la neutralité, a mis en place un site pour lutter contre tout ce qu'elle tient pour « infox » sur le sujet. Au risque de faire fi d'une information plurielle sur une méthode qui fait débat depuis 20 ans.

**F**aire taire la controverse scientifique qui existe depuis les années 2000 sur la question du dépistage organisé (DO) par mammographie du cancer du sein figure sur la feuille de route de la stratégie de l'Institut national du cancer (InCa) pour les dix ans à venir (1). Certes, cela n'est pas énoncé de la sorte, mais il en est bien question dans la stratégie nationale de lutte contre le cancer 2021-2031 : l'action 1.2 prévoit « la mise en place d'un dispositif réactif de lutte contre les fake news ». Lequel est d'ores et déjà effectif avec le lancement du site Les éclairages (2) début juin 2021, sur lequel on cherchera en vain des études divergentes de la prise de position de l'Institut en faveur du seul dépistage organisé du cancer du sein (DO). Pourtant la controverse existe depuis des décennies à l'échelle planétaire.

L'InCa ajoute aussi dans sa feuille de route : « Un dispositif de lutte contre les fake news réactif sera structuré.

(...). Il est important de bien informer l'opinion publique en particulier avec des chiffres qui rendent tangibles les effets de la prévention (benchmark international, résultats d'études...). Par ailleurs sans que cela soit limité au champ du cancer, la création d'un dispositif type « CSA santé » sera étudiée pour instaurer des règles en matière d'informations en santé, prévues dans un accord-cadre avec les hébergeurs de contenus (médias, réseaux sociaux) pour qu'ils fassent un travail d'élimination des fake news identifiées par un collège d'experts. »

## DES FAKE OU DES ÉTUDES DIVERGENTES ?

« A priori cela semble être une bonne idée », rappelle Jean Doubovetzky, médecin et membre du collectif Cancer rose, association pour l'information des femmes sur le dépistage organisé du cancer du sein, sauf que « nommer un collège d'experts qui aurait le pouvoir de décréter qu'une in-

formation donnée dans n'importe quel domaine de la santé est une fake news et d'imposer aux médias et aux réseaux sociaux son élimination, autrement dit sa censure » est pour le moins étrange. Dès lors, comment garder un esprit cri-

tique si les recherches et études divergentes de l'opinion de l'InCa ne sont pas présentées ?

## PRÉCONISATIONS OUBLIÉES

Et les précédents ne plaident pas en faveur de l'InCa. À l'issue de la concertation ci-

Le cancer radio-induit par les mammographies, l'un des rares risques portés finalement à la connaissance du public par l'Institut national du cancer.



**Il aura fallu la mobilisation de la revue « Prescrire », de Que choisir, du collectif Cancer rose... pour que l'InCa introduise quelques lignes sur les bénéfico-riques.**



AMELIE-BENOIST / BISP / BISP VIA AFP

Pour faire un choix éclairé, des guides d'aide sont disponibles sur les sites de l'OMS et de Cancer rose.

toyenne de 2016, incluant un panel de scientifiques et un panel de citoyens (voir ci-contre), les deux avaient préconisé l'arrêt du DO et, en deuxième option, recommandaient l'arrêt du DO tel que pratiqué et sa révision

complète – appuyée en particulier par une information claire pour les femmes sur les bénéfices-risques. Dans son rapport final (3), la première recommandation est « la prise en considération de la controverse dans l'information

fournie aux femmes et dans l'information et la formation (initiale et continue) des professionnels », ainsi que « des outils d'aide à la décision pour donner aux femmes les moyens de faire leur choix, c'est-à-dire accepter ou refuser l'invitation à participer au DO ».

#### DO ABANDONNÉ EN SUISSE

L'InCa adressa dans la foulée cette réponse : « L'abandon du dépistage au prétexte que ses outils sont perfectibles serait (...) un non-sens », tout en ne tenant aucun compte des propositions. Les informations sur le bénéfice-risque n'étaient toujours pas incluses, deux ans plus tard, dans la lettre d'invitation au DO reçue par les femmes de plus de 50 ans. Il aura fallu la mobilisation de la revue « Prescrire », de l'association Que choisir, du collectif Cancer rose et du médecin et chroniqueur Dominique Dupagne (Atoute.org) pour que l'InCa introduise quelques lignes d'information, trois ans plus tard... uniquement sur les risques de « cancer radio-induits », lesquels ne constituent qu'un des éléments de la balance bénéfice-risque. Quand la Suisse, par exemple, a abandonné l'extension du DO sur la

base d'une concertation de la population.

Les guides d'aide à la décision et autres outils de formation du jugement des populations sont ignorés par cette agence sanitaire. Les populations devront, non pas s'en remettre au seul InCa, à sa chasse aux « infox » et à ses références renvoyant à ses propres études, mais faire l'effort de se rendre sur le site dédié de l'OMS (<https://www.euro.who.int/>) ou celui de Cancer rose ([cancer-rose.fr/](http://cancer-rose.fr/)), qui met à la disposition les informations et brochures distribués avec l'invitation au DO dans d'autres pays que la France.

Refuser un débat scientifique et humain, nécessairement controversé, ne saurait tenir lieu de politique de prévention, les arguments se trouvant d'un côté comme de l'autre. Vouloir faire taire toute controverse ne peut que précipiter les populations vers de plus en plus de méfiance. ★

ANNE-CORINNE ZIMMER

(1) Le début de la mise en place du dépistage organisé du cancer du sein en France date de 2004.

(2) [leseclairages.e-cancer.fr/le-depistage-du-cancer-du-sein-est-il-inutile-voire-nefaste](http://leseclairages.e-cancer.fr/le-depistage-du-cancer-du-sein-est-il-inutile-voire-nefaste)

(3) Rapport du comité d'orientation, concertation citoyenne et scientifique (septembre 2016), p. 127. Disponible sur [www.concertation-depistage.fr/](http://www.concertation-depistage.fr/)



AMELIE-BENOIST / BISP / BISP VIA AFP